



# Sommaire

|  | Page      |
|--|-----------|
| <b>I. Actualités - Presse</b>                        | <b>3</b>  |
| • Actualités - Presse marocaine                      | 3         |
| • L'auto-saisine                                     | 3         |
| • Actualités - Presse étrangère                      | 3         |
| • Accès à l'information                              | 3         |
| • Assistance judiciaire                              | 4         |
| • Médiation  | 4         |
| <b>II. Veille législative et réglementaire</b>       | <b>6</b>  |
| • Veille législative et réglementaire marocaine      | 6         |
| • Bulletin Officiel                                  | 6         |
| • Conseil de gouvernement                            | 13        |
| • Veille législative et réglementaire étrangère      | 14        |
| • Journal Officiel de la République Française (JORF) | 14        |
| <b>III. Publications officielles</b>                 | <b>16</b> |
| • Rapport annuel d'activité                          | 16        |
| • Rapports spéciaux                                  | 17        |
| • Enquêtes   | 19        |
| <b>IV. Veille jurisprudentielle</b>                  | <b>20</b> |
| • Jurisprudence administrative marocaine             | 20        |
| • Thématique : Service public                        | 20        |
| • Jurisprudence administrative étrangère             | 22        |
| • République Française : Décisions du Conseil d'Etat | 22        |
| <b>V. Dernières parutions</b>                        | <b>29</b> |
| • Nouveautés papier                                  | 29        |
| • Livres   | 29        |
| ✓ Edition nationale                                  | 29        |
| ✓ Editions étrangères                                | 30        |
| • Nouveauté numérique                                | 33        |

## I- Actualités - Presse

- **Actualités - presse marocaine**

- L'auto-saisine

- **Instance anti-corruption : La nouvelle loi divise**

Source : <http://www.leconomiste.com/article/975202-instance-anti-corruption-la-nouvelle-loi-divise> (page consultée le 04/08/2015)

Pour la société civile, elle n'accorde pas suffisamment de prérogatives.

Abdeslam Aboudrar, le président de l'ICPC, estime qu'« il faut relativiser ».

« Si l'auto-saisine n'a pas été accordée explicitement, il est stipulé qu'elle peut être saisie par n'importe quelle personne physique ou morale. Ce n'est pas ce qui posera un problème », indique-t-il. Quant au pouvoir de lancer des investigations, il précise que le rôle de l'instance n'est pas de se « substituer à la justice ». « La justice est là, il faut la reformer, raffermir son indépendance. Mais on ne peut pas la remplacer », explique-t-il.

- **Actualités - presse étrangère**

- Accès à l'information

- **Cette smartwatch en braille est dédiée aux malvoyants**

Source : <http://www.blog-nouvelles-technologies.fr/66310/dot-smartwatch-braille-malvoyants/> (page consultée le 03/08/2015)

Le petit écran sur une smartwatch peut être exaspérant pour lire, même pour quelqu'un qui a une acuité visuelle de 10/10. Donc pour toute personne ayant une déficience visuelle, des modèles comme la populaire Apple Watch ou la LG Watch Urbane ne sont certainement pas une excellente option. Découvrez Dot, une smartwatch créée par une start-up sud-coréenne qui permet enfin aux malvoyants de disposer d'un moyen d'accéder à l'information numérique.

- **Québec « mal à l'aise » avec la fermeture de la banque de données de l'Institut de la Statistique**

Source : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2015/08/05/001-banque-donnees-statistique-quebec-institut-web-internet.shtml> (page consultée le 05/08/2015)

Le Ministère des Finances désapprouve la décision de l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ) de fermer le site web hébergeant la Banque de Données des Statistiques Officielles sur le Québec (BDSO) et tente de « trouver des solutions ».

- **Québec - Surveillance du lac Saint-Charles avec un drone<sup>1</sup>: la Commission d'accès à l'information inquiète**

Source : <http://www.journaldemontreal.com/2015/08/05/surveillance-des-berges-du-lac-saint-charles-la-commission-dacces-a-linformation-inquiete> (page consultée le 05/08/2015)

Inquiète de l'utilisation d'un drone pour mener des opérations de surveillance des berges du lac Saint-Charles, la Commission d'accès à l'information du Québec interviendra auprès de la Ville de Québec.

## • Assistance judiciaire

- **Mauritanie : adoption d'un projet de loi relatif à l'assistance judiciaire**

Source : <http://rapideinfo.net/node/6245> (page consultée le 11/08/2015)

L'Assemblée nationale a adopté, mardi, au cours d'une séance plénière, le projet de loi N°051/15 relatif à l'aide judiciaire qui abroge et remplace l'ordonnance N° 2006/05 du 26 janvier 2006 relative à l'assistance juridique.

A ce propos, le Ministre de la Justice, Me Brahim Ould Daddah a indiqué, au cours de son intervention devant les députés, l'importance de l'aide judiciaire dont il a estimé le rôle essentiel dans l'égalité de l'accès des citoyens à la justice et la possibilité pour les plus démunis parmi eux de bénéficier de moyens leur garantissant les conditions d'un procès équitable.

## • Médiation

- **Mali : Espace Interpellation Démocratique : Le Médiateur de la République est aussi à interpeller**

Source : <http://maliactu.net/mali-espace-interpellation-democratique-le-mediateur-de-la-republique-est-aussi-a-interpeller/> (page consultée le 04/08/2015)

Chaque année, les citoyens interpellent les membres du gouvernement sur leurs droits qu'ils estiment violés. Au départ, c'était le cabinet du ministre de la Justice, Garde des Sceaux, qui s'occupait de l'événement. Depuis un certain temps, cette charge et le suivi des recommandations reviennent au Médiateur de la République et à son équipe. La période pour le dépôt des interpellations est ouverte. Il s'agit du 01/07/2015 au 30/9/2015.

Le principe impose que l'on ne puisse interpeller que les membres du gouvernement, sinon, c'est le Médiateur de la République, lui-même, Baba Hakim

---

<sup>1</sup>Un drone est un aéronef sans personne à bord, télécommandé ou autonome, qui peut éventuellement emporter une charge utile, destinée à des missions (ex. : de surveillance, de renseignement, d'exploration, de combat, de transport, etc.).

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Drone>

Haïdara, qui doit être interpellé pour ses faits hier comme aujourd'hui dans la dégringolade du Mali. Ne donnons pas de prime à la gérontocratie affairiste. Arrêtons le mossalaha. L'avenir du Mali est en doute.

- **M<sup>e</sup> Alioune BadaraCissé nommé Médiateur de la République du Sénégal**

Source : [http://www.setal.net/Me-Alioune-Badara-Cisse-nomme-mediateur-de-la-Republique-du-Senegal\\_a39160.html](http://www.setal.net/Me-Alioune-Badara-Cisse-nomme-mediateur-de-la-Republique-du-Senegal_a39160.html) (page consultée le 06/08/2015)

Par décret n° 2015–1150, du 05 Août 2015, Monsieur Alioune BadaraCisse, avocat, est nommé Médiateur de la République par le Président de la République, Son Excellence Monsieur MackySall.

Cette nomination intervient à l'expiration du mandat du Médiateur de la République sortant, Monsieur Serigne Diop.

- **Canada - L'OSBI a une nouvelle dirigeante**

Source : <http://www.conseiller.ca/nouvelles/losbi-a-une-nouvelle-dirigeante-54701> (page consultée le 06/08/2015)

Le Conseil d'administration de l'Ombudsman des Services Bancaires et d'Investissement (OSBI) a annoncé hier que Sarah P. Bradley allait devenir le prochain Ombudsman et Chef de la direction de l'organisation. Elle entrera en fonction le 14 septembre prochain.

- **Hydro-Québec : Les compteurs intelligents font exploser les plaintes au Protecteur du Citoyen**

Source : [http://quebec.huffingtonpost.ca/2015/08/10/compteurs-intelligents-protecteur-du-citoyen-plaintes-hydro-quebec\\_n\\_7966308.html](http://quebec.huffingtonpost.ca/2015/08/10/compteurs-intelligents-protecteur-du-citoyen-plaintes-hydro-quebec_n_7966308.html) (page consultée le 10/08/2015)

L'installation de compteurs intelligents par Hydro-Québec a fait exploser le nombre de plaintes adressées au Protecteur du Citoyen.

Entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 juin dernier, celui-ci a reçu 152 demandes liées à Hydro-Québec, selon un document obtenu en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

- **Algérie - Ali boukhalkhal, Président de l'Association Nationale des Médiateurs Judiciaires Algériens : "des médiateurs seront formés dans les cours d'appel"**

Source : <http://www.l'expressiondz.com/actualite/222520-des-mediateurs-seront-formes-dans-les-cours-d-appel.html> (page consultée le 10/08/2015)

L'Association Nationale des Médiateurs Judiciaires Algériens présidée par Ali Boukhalkhal continue de sensibiliser sur les avantages de ce mode de règlement des conflits.

## II- Veille législative et réglementaire

### • Veille législative et réglementaire marocaine

#### • Bulletin Officiel

#### • Dahirs

#### المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6379\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6379_Ar.pdf)

- ظهير شريف رقم 1.15.77 14 1436 ( يوي 2015 ) بتنفيذ 54.14 القاضي بتغيير وتنظيم الفصل الثاني من الظهير الشريف رقم 1.63.226 14 من ربيع الأول 1383 (5 1963) الوطني للكهرباء والمادة 5 40.09 المتعلق بالمكتب الوطني للكهرباء

الجريدة الرسمية عدد 6379 بتاريخ 20 يوليو 2015

#### إصلاح القرض الشعبي للمغرب

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6379\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6379_Ar.pdf)

- ظهير شريف رقم 1.15.78 14 1436 (فاتح يوليو 2015) بتنفيذ 77.14 القاضي بتغيير وتنظيم القانون رقم 12.96

الجريدة الرسمية عدد 6379 بتاريخ 20 يوليو 2015

#### الجهات

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- ظهير شريف رقم 1.15.83 20 1436 (7 يوليو 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات.

الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

#### العمالات والأقاليم

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- ظهير شريف رقم 1.15.84 20 1436 (7 يوليو 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 112.14 المتعلق بالعمالات والأقاليم.

الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

#### الجماعات

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- ظهير شريف رقم 1.15.85 20 1436 (7 يوليو 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 113.14

الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

## مجلس المستشارين

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- ظهير شريف رقم 1.15.88 29 1436 (16 يوليو 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 32.15 القاضي بتغيير وتنظيم القانون التنظيمي رقم 28.11 بمجلس المستشارين.  
الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

## الأحزاب السياسية

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- ظهير شريف رقم 1.15.89 29 1436 (16 يوليو 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 33.15 القاضي بتنظيم القانون التنظيمي رقم 29.11 بالأحزاب السياسية.  
الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

## انتخاب أعضاء مجالس الجماعات الترابية

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- ظهير شريف رقم 1.15.90 29 1436 (16 يوليو 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 34.15 القاضي بتغيير وتنظيم القانون التنظيمي رقم 59.11 لجماعات الترابية.  
الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

## المناجم

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- ظهير شريف رقم 1.15.76 14 1436 (فاتح يوليو 2015) تنفيذ  
33.13  
الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

## الغرف المهنية

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6383-bis\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6383-bis_Ar.pdf)

- ظهير شريف رقم 1.15.92 17 1436 (3 2015) بتنفيذ 59.15 المتعلق بتغيير وتنظيم القانون رقم 4.97 لغرف الصيد البحري.
- ظهير شريف رقم 1.15.93 17 1436 (3 2015) بتنفيذ 60.15 المتعلق بتغيير وتنظيم القانون رقم 27.08 للغرف الفلاحية.
- ظهير شريف رقم 1.15.94 17 1436 (3 2015) بتنفيذ 61.15 المتعلق بتغيير وتنظيم القانون رقم 18.09 للصناعة التقليدية.

- ظهير شريف رقم 1.15.95 17 1436 (3) 2015 بتنفيذ  
62.15 المتعلق بتغيير وتتميم القانون رقم 38.12

- ظهير شريف رقم 1.15.91 18 1436 (4) 2015 بتنفيذ  
24.15 المتعلق بالغرف المهنية.

جريدة الرسمية عدد 6383 بتاريخ 04 2015

## • Décrets

### تنظيم مهنة المرشد السياحي

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6377\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6377_Ar.pdf)

- 2.14.553 05.12 1436 (18 يونيو 2015) تطبيق القانون  
تنظيم مهنة المرشد السياحي.

الجريدة الرسمية عدد 6377 بتاريخ 13 يوليو 2015

### إعداد وتنفيذ قوانين المالية

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6378\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6378_Ar.pdf)

- 2.15.426 28 1436 (15 يوليو 2015) يتعلق بإعداد  
وتنفيذ قوانين المالية.

الجريدة الرسمية عدد 6378 بتاريخ 16 يوليو 2015

### العمالات والأقاليم وعمليات المقاطعات – تحديد عدد الأعضاء

Source : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO\\_6381\\_Ar.PDF](http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6381_Ar.PDF)

- 2.15.576 7 1436 (24 يوليو 2015) بتحديد عدد الأعضاء  
الواجب انتخابهم في مجلس كل جهة وتوزيع عدد المقاعد على العمالات والأقاليم وعمليات  
المكونة لكل جهة.

الجريدة الرسمية عدد 6381 بتاريخ 27 يوليو 2015

### المقاطعات – تحديد عددها وحدودها الجغرافية وأسمائها وعدد الأعضاء الواجب

### انتخابهم بها

Source : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO\\_6381\\_Ar.PDF](http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6381_Ar.PDF)

- 2.15.577 7 1436 (24 يوليو 2015) بتحديد عدد المقاطعات  
وحدها الجغرافية وأسمائها وعدد أعضاء  
الواجب انتخابهم في كل مقاطعة.

الجريدة الرسمية عدد 6381 بتاريخ 27 يوليو 2015



## الأماكن الخاصة بتعليق الإعلانات الانتخابية

Source : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO\\_6381\\_Ar.PDF](http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6381_Ar.PDF)

- 2.15.578 7 1436 (24 يوليو 2015) يتعلق بتحديد الأماكن الخاصة بتعليق الإعلانات الانتخابية بمناسبة انتخاب أعضاء مجالس الجماعات والمقاطعات وانتخاب أعضاء مجالس الجهات.  
الجريدة الرسمية عدد 6381 بتاريخ 27 يوليو 2015

## مجلس المستشارين :

### تأليف الهيئة الناخبة لممثلي المنظمات المهنية للمشغلين

Source : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO\\_6381\\_Ar.PDF](http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6381_Ar.PDF)

- 2.15.579 7 1436 (24 يوليو 2015) يتعلق بتأليف الهيئة لـ ممثلي المنظمات المهنية للمشغلين الأكثر تمثيلية المدعوة للمشاركة في انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.  
الجريدة الرسمية عدد 6381 بتاريخ 27 يوليو 2015

### لائحة المنظمات المهنية للمشغلين الأكثر تمثيلية على المستوى الجهوي

Source : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO\\_6381\\_Ar.PDF](http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6381_Ar.PDF)

- 2.15.599 7 1436 (24 يوليو 2015) بتحديد المنظمات المهنية للمشغلين الأكثر تمثيلية على المستوى الجهوي انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.  
الجريدة الرسمية عدد 6381 بتاريخ 27 يوليو 2015

## الأماكن الخاصة بتعليق الإعلانات الانتخابية

Source : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO\\_6382\\_Ar.PDF](http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6382_Ar.PDF)

- 2.15.614 12 1436 (29 يوليو 2015) يتعلق بتحديد الأماكن الخاصة بتعليق الإعلانات الانتخابية والأقاليم.  
الجريدة الرسمية عدد 6382 بتاريخ 30 يوليو 2015

## • Arrêtés et Décisions

### الجمعية العامة للغرف الفلاحية

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6378\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6378_Ar.pdf)

- 2611.15 26 مشترك لوزير الفلاحة والصيد البحري ووزير الداخلية  
1436 (13 يوليو 2015) تغيير القرار المشترك لوزير الفلاحة والصيد البحري ووزير الداخلية رقم 1360.09  
1430 (26) 2009 بتحديد معايير وكيفيات تحديد الجمعيات المهنية الفلاحية المسموح لها بتقديم مرشحيتها لعضوية الجمعية العامة للغرف الفلاحية.  
الجريدة الرسمية ع 6378 بتاريخ 16 يوليو 2015

## لائحة المستشفيات التابعة لوزارة الصحة

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6378\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6378_Ar.pdf)

- قرار لوزير الصحة رقم 2297.15 29 1436 (18 2015) تميم
  - قرار وزيرة الصحة 719.08 ربيع 1429 (8 أبريل 2008)
- بتحديد لائحة المستشفيات التابعة لوزارة الصحة.

الجريدة الرسمية عدد 6378 بتاريخ 16 يوليو 2015

## وزارة التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6378\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6378_Ar.pdf)

- قرار لوزير التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر 163.15 17
  - 1436 (10 ديسمبر 2014) بتغيير القرار رقم 852.10 27 من ربيع
  - 1431 (13 أبريل 2010) بين ممثلي الإدارة والموظفين في حظيرة اللجان
- الإدارية المتساوية الأعضاء المختصة إزاء موظفي قطاع التعليم العالي وتكوين الأطر

الجريدة الرسمية عدد 6378 بتاريخ 16 يوليو 2015

## اللجنة الوطنية للنظر في الطعون المتعلقة بالضريبة – تعيين رئيس

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6379\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6379_Ar.pdf)

- لرئيس الحكومة 3.34.15 19 1436 (6 يوليو 2015)
- بتعيين رئيس اللجنة الوطنية للنظر في الطعون المتعلقة بالضريبة.

الجريدة الرسمية 6379 بتاريخ 20 يوليو 2015

## مؤسسات التعليم العالي الخاص – دفتر التحملات المتعلق بالمعايير التقنية والبيداغوجية للحصول على اعتراف الدولة

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6379\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6379_Ar.pdf)

- قرار لوزير التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر 2047.15 24
  - 1436 (12 يونيو 2015) بتحديد دفتر التحملات المتعلق بالمعايير التقنية
- والبيداغوجية للحصول على اعتراف الدولة بمؤسسات التعليم العالي الخاص.

الجريدة الرسمية عدد 6379 بتاريخ 20 يوليو 2015

## مساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- قرار لرئيس الحكومة رقم 3.35.15 22 1436 (9 يوليو 2015)
- بتحديد المبلغ ا مساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات العامة الجماعية والانتخابات العامة الجهوية المقرر إجراؤها يوم 4 2015.

- قرار لرئيس الحكومة رقم 3.36.15 22 1436 (9 يوليو 2015)
- التسبيق عن مساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات العامة الجماعية والانتخابات العامة الجهوية.

- قرار لرئيس الحكومة رقم 3.37.15 22 1436 (9 يوليو 2015)  
بتحديد المبلغ الكلي لمساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب  
السياسية والمنظمات النقابية بمناسبة انتخاب أعضاء مجلس المستشارين المقرر إجراؤه  
يوم 2 2015.

- قرار لرئيس الحكومة رقم 3.38.15 22 1436 (9 يوليو 2015)  
شأن التسبيق عن مساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب  
السياسية والمنظمات النقابية المشاركة في الانتخابات العامة لانتخاب أعضاء مجلس  
المستشارين.

الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

### الأحزاب السياسية – توحيد الرموز

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- قرار لوزير الداخلية رقم 2643.15 3 1436 (20 يوليو 2015) بتحديد  
الرموز المخصصة للوائح الترشيح أو لمرشحي الأحزاب السياسية.

الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

### شهادات التكوين المهني – الشروط والمسطرة الخاصة بمنح المعادلة

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- قرار لوزير التربية الوطنية والتكوين المهني رقم 2002.15 21  
1436 (9 يونيو 2015) بتطبيق المرسوم رقم 2.13.131 8 1436 (27  
أبريل 2015) بتحديد الشروط والمسطرة الخاصة بمنح معادلة شهادات التكوين المهني.

الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

### مؤسسات الائتمان – المصادقة على منشور والي بنك المغرب

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6380\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6380_Ar.pdf)

- قرار لوزير الاقتصاد والمالية رقم 2289.15 19 1436 (6 يوليو  
2015) /5 / 2015 بتاريخ 20 2015  
.

الجريدة الرسمية عدد 6380 بتاريخ 23 يوليو 2015

### المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي

Source : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO\\_6381\\_Ar.PDF](http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6381_Ar.PDF)

- قرار لرئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي رقم 2723.15 6  
1436 (23 يوليو 2015)  
والاجتماعي والبيئي.

الجريدة الرسمية عدد 6381 بتاريخ 27 يوليو 2015

## إحداث وتحديد دوائر انتخابية لانتخاب أعضاء المجالس عن طريق الاقتراع الفردي

Source : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO\\_6382\\_Ar.PDF](http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6382_Ar.PDF)

- قرار لوزير الداخلية رقم 2795.15 12 1436 (29 يوليو 2015)  
إحداث وتحديد انتخابية في الجماعات التي ينتخبها عن طريق

- قرار لوزير الداخلية رقم 2796.15 12 1436 (29 يوليو 2015)  
تحديد انتخابية التابعة للجماعات التي ي  
والتي ستلحق بها المقاعد المخصصة للنساء.

الجريدة الرسمية عدد 6382 بتاريخ 30 يوليو 2015

### • Avis et communications

## وزارة التعمير وإعداد التراب الوطني

Source : [http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO\\_6378\\_Ar.pdf](http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6378_Ar.pdf)

- مقرر لوزير التعمير وإعداد التراب الوطني 2285.15 5 1436  
(22 يونيو 2015) بفتح باب الترشيح لشغل مناصب مديري المدارس الوطنية للهندسة  
المعمارية لفاس وتطوان ومراكش.

الجريدة الرسمية عدد 6378 بتاريخ 16 يوليو 2015

## • Conseil de gouvernement

### Conseil de gouvernement du 29 Juillet 2015

Source : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/conseil\\_gouvernement/cr/2015/crcg\\_29.07.2015\\_Ar.pdf?ver=2015-08-03-112039-123](http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/conseil_gouvernement/cr/2015/crcg_29.07.2015_Ar.pdf?ver=2015-08-03-112039-123)

بيان عن اجتماع مجلس الحكومة  
المنعقد بتاريخ 12 1436 (29 يوليو 2015)

I. درس المجلس مشاريع النصوص القانونية والاتفاق الدولي التالي بيانها :

\_\_\_\_\_ :

✓ 90-13 يقضي بإحداث المجلس الوطني للصحافة.

المصادقة على هذا المشروع مع الأخذ بعين  
من قبل بعض الوزراء بعد دراستها

مشاريع مراسيم :

1. 2-15-614 يتعلق بتحديد الأماكن الخاصة بتعليق الإعلانات الانتخابية بمناسبة  
انتخاب أعضاء مجالس العمالات والأقاليم.

المصادقة على هذا المشروع

2. 2-15-606 بتحديد بعض المقترحات الانتقالية بشأن لوائح الانتظار المتعلقة  
بمباريات التوظيف المنظمة إلى غاية 31 2015.

المصادقة على هذا المشروع

3. 2-13-436 بتحديد كيفية تطبيق الفصل 38 المكرر من الظهير الشريف رقم  
1-58-008 4 1377 (24 فبراير 1958) في شأن النظام الأساسي العام للوظيفة  
العمومية المتعلقة بنقل الموظفين المنتمين إلى الهيئات المشتركة بين الوزارات.

المصادقة على هذا المشروع

\_\_\_\_\_ :

✓ اتفاق بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية  
غينيا بيساو، موقع ببيساو في 28 2015.

- 52-15 يوافق بموجبه على الاتفاق المذكور أعلاه.

المصادقة عليهما

II. تطبيقاً لأحكام الفصل 92 لدستور، وافق المجلس على مقترح تعيين رئيس جامعة ابن زهر بأكادير.

III. قدم السيد وزير التربية الوطنية والتكوين المهني عرضاً حول الاستراتيجية الوطنية للتكوين المهني  
2021 والتي وافق عليها المجلس.

- **Veille législative et réglementaire étrangère**

- **Journal Officiel de la République Française (JORF)**

- **Simplification des règles d'urbanisme applicables aux projets de construction de logements**

Source : [http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo\\_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150725&numTexte=47&pageDebut=12699&pageFin=12700](http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150725&numTexte=47&pageDebut=12699&pageFin=12700)

Décret n° 2015-908 du 23 juillet 2015 relatif à la simplification des règles d'urbanisme applicables à certains projets de construction de logements (JORF n°0170 du 25 juillet 2015 page 12699 texte n° 47).

- **Renseignement**

Source : [http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo\\_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150726&numTexte=2&pageDebut=12735&pageFin=12751](http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150726&numTexte=2&pageDebut=12735&pageFin=12751)

LOI n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement (JORF n°0171 du 26 juillet 2015 page 12735 texte n° 2).

- **Droit d'asile**

Source : [http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo\\_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150730&numTexte=1&pageDebut=12977&pageFin=13000](http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150730&numTexte=1&pageDebut=12977&pageFin=13000)

LOI n° 2015-925 du 29 juillet 2015 relative à la réforme du droit d'asile (JORF n°0174 du 30 juillet 2015 page 12977 texte n° 1).

- **Règles relatives au mandat des commissions administratives paritaires en cas de réorganisation des services au sein desquels elles ont été instituées pour un ou des corps donnés et règles relatives à la réunion conjointe de comités techniques ou de comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, de services déconcentrés relevant d'un même département ministériel**

Source : [http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo\\_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150731&numTexte=36&pageDebut=&pageFin=](http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150731&numTexte=36&pageDebut=&pageFin=)

Décret n° 2015-932 du 29 juillet 2015 relatif au mandat des membres des commissions administratives paritaires et à des règles relatives aux réunions conjointes de certaines instances consultatives de la fonction publique de l'Etat (JORF n°0175 du 31 juillet 2015 texte n° 36).

- **Conditions de l'expérimentation des maisons de naissance**

Source : [http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo\\_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150801&numTexte=19&pageDebut=13134&pageFin=13136](http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150801&numTexte=19&pageDebut=13134&pageFin=13136)

Décret n° 2015-937 du 30 juillet 2015 relatif aux conditions de l'expérimentation des maisons de naissance (JORF n°0176 du 1 août 2015 page 13134 texte n° 19).

## III- Publications officielles\*

- **Rapport annuel d'activité**
- **Canada - Rapport annuel de l'Ombudsman de l'Ontario 2014 - 2015**, publié en Juillet 2015  
Source : <https://ombudsman.on.ca/Files/sitemedia/Documents/Resources/AR%202014-2015/AR14-15-FR.pdf>

### Présentation

Ce rapport annuel, couvrant la période du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015, marque selon M. André Marin l'Ombudsman de l'Ontario une étape importante pour le Bureau de l'Ombudsman : « Bientôt, nous allons fêter notre 40<sup>e</sup> anniversaire et j'ai l'honneur de travailler au service des Ontariens en tant qu'Ombudsman depuis un peu plus de 10 de ces dernières années. Cette décennie a été une période de changement et de progrès remarquables en matière de responsabilisation au gouvernement. D'autres avancées s'effectueront dans les prochains mois, avec l'élargissement historique de notre mandat aux municipalités, aux universités et aux conseils scolaires ».

Dans une centaine de pages, ce rapport détaille les titres suivants :

- ❖ Message de l'Ombudsman : Une décennie de progrès
- ❖ Bilan de l'année
  - ✓ Hors examen : Plaintes sur le secteur MUSH
    - 10 ans de « pressions pour MUSH »
    - « M » – Municipalités
    - « U » – Universités
    - « S » – Conseils scolaires
    - « H » – Hôpitaux – et foyers de soins de longue durée
    - Sociétés d'aide à l'enfance
    - Police
  - ✓ Aperçu des opérations : Tendances des plaintes et dossiers importants
  - ✓ Enquêtes systémiques : Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman (EISO)
    - Enquêtes achevées en 2014-2015
    - Enquêtes actuelles
    - Nouvelles des enquêtes précédentes matières
  - ✓ Communications et liaison
    - Médias traditionnels
    - Médias sociaux



- Site Web
- Prix
- Liaison
- Formation et consultation
- ❖ Exposés de cas
- ❖ Vos commentaires
  - ✓ Commentaires des médias sociaux
  - ✓ Dans les nouvelles

## ● **Rapports spéciaux**

- **Québec – Rapport spécial du Protecteur du Citoyen intitulé : « La scolarisation à la maison : pour le respect du droit à l'éducation des enfants »,** publié le 28 avril 2015

Source : [https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports\\_speciaux/2015-04-28\\_scolarisation-maison.pdf](https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports_speciaux/2015-04-28_scolarisation-maison.pdf)

### Présentation

Le Protecteur du Citoyen qui, ayant constaté dans certaines situations l'inadéquation des pratiques d'encadrement et de suivi des projets de scolarisation à la maison par les instances scolaires, demeure amplement préoccupé par le droit des enfants scolarisés à la maison, à recevoir une expérience éducative et un enseignement équivalent à ce qui est dispensé dans un établissement scolaire.

Ainsi, « Ce rapport présente les principales difficultés qu'éprouvent les parents et les instances scolaires dans l'établissement de la collaboration nécessaire à la réalisation de projets de scolarisation à la maison. L'intervention du Protecteur du Citoyen démontre que cette collaboration s'inscrit dans un contexte marqué par des incertitudes suscitées notamment par :

- Un cadre normatif sujet à interprétation ;
- La disparité des pratiques d'encadrement et d'évaluation des projets de scolarisation à la maison ;
- Les difficultés des instances scolaires à se doter d'une expertise pour encadrer et évaluer ces projets ».

Par conséquent, le Protecteur du Citoyen met l'accent sur le rôle de leadership que le Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche doit assumer, dans la mise en place de « mesures qui permettront aux parents et aux intervenants responsables d'instaurer et de maintenir une collaboration respectueuse des droits et des obligations de chacun ».

Dans 34 pages, ce document détaille les points suivants :

- ❖ La scolarisation à la maison au Québec
  - ✓ Le contexte légal et administratif
  - ✓ L'intervention du Protecteur du Citoyen
- ❖ Constats et analyse du Protecteur du Citoyen
  - ✓ Des enfants scolarisés à la maison sans contact avec le réseau scolaire
  - ✓ Des préjugés à contrer à l'égard de la scolarisation à la maison
  - ✓ Un cadre normatif qui laisse place à une disparité des pratiques
  - ✓ La disparité des pratiques entre les instances scolaires responsables
    - L'octroi de la dispense de fréquentation scolaire
    - L'évaluation du projet éducatif des parents
    - Les ressources allouées au suivi du projet éducatif
  - ✓ La collaboration entre les instances scolaires et les parents
    - Le recours au Directeur de la protection de la jeunesse
- ❖ Recommandations

● فلسطين – تقرير الهيئة  
مهدة " : أباد صغيرة ...  
والمحامية لينا السلفيتي، 2014

" - ديوان  
الباحثين القانونيين المحامي  
هنية

Source : <http://www.ichr.ps/ar/1/9/159>

### تقديم

تم التطرق في هذا التقرير إلى " ظاهرة عمل الأطفال في الأراضي الفلسطينية مقارنة بالواقع الدولي لها وفق المعايير القانونية والدولية تناولتها بالحماية الوقائية، التشريعات والقوانين "، وذلك بهدف الخروج من المأمول نظرياً إلى التطبيق العملي الكفيل بحماية الأطفال من جهة ومكافحة ظاهرة عمل الأطفال والحد من انتشارها من جهة أخرى.

ويتكون هذا التقرير، الذي يفوق عدد صفحاته المائة، من 5 محاور أساسية :

### ❖ (تشغيل)

- ✓ تعريفات
- ✓ مفهوم (تشغيل)
- ✓ دولياً
- ✓ سطين وجه



## IV- Veille jurisprudentielle

### • Jurisprudence administrative marocaine

#### • Thématique : Service public

- حسن سير المرفق العام : الإجراءات المقررة في التعيين في الوظيفة الجماعية :  
2008/2/4/592 2009/10/28 بتاريخ 628

Source : <http://www.jurisprudence.ma/decision/ccass28102009628>

|                  |                        |                             |
|------------------|------------------------|-----------------------------|
| التعيين          | وظيفة عمومية           | التقديرية لاعتبارها         |
| سير              | غير سلطتها             | تنظيمي يفرض عليها           |
| تعيين.           | مقيدة                  |                             |
| يكون             | تسوية الوضعية الإدارية | تعيين رئيس                  |
| له في وظيفة      | تنفيذ،                 | راءات المقررة في التعيين في |
| الوظيفة الجماعية | القوانين               | الدورية 1337                |
| اريخ 1988/04/21  | عليها                  | المتبارين                   |
| المحلية          | رئيس                   | المحلية.                    |

- تسيير مرفق عمومي : تنظيم وقوف السيارات بجانب أرصفة الأزقة :  
2006/1/4/786 2008/11/05 بتاريخ 904

Source : <http://www.jurisprudence.ma/decision/ccass05112008904>

|          |          |              |        |           |
|----------|----------|--------------|--------|-----------|
| به يكون  | التفويض  | لها          | يكون   | الإدارية  |
| السيارات | هو       | هذا التفويض. | لتسيير | وهو تنظيم |
|          | الإدارية |              |        |           |

- التسيير السيئ للمرفق العام : المنافسة غير المشروعة :  
2005/2/4/3090-2036 2007/10/03 بتاريخ 837

Source : <http://www.jurisprudence.ma/decision/ccass03102007837>

|         |                                  |                         |
|---------|----------------------------------|-------------------------|
| سأهمت   | غير                              | بتسييرها السيئ          |
| مقتضيات | كربية المخالفين المنافسين، ويكون | بتحملها المسؤولية محله. |
| 63      | غير                              | غير                     |
| عليها   | ..                               |                         |

- **الوضعية الفردية** **خدمين** : **التأديبي** :  
369 بتاريخ 1996/05/26 96/1/5/127

Source : <http://www.jurisprudence.ma/decision/ccass26051996369>

التأديبي  
ويخضع  
يدخل  
الوضعية الفردية للمستخدمين  
8  
الإدارية.

- **حادثة سير داخل محطة القطار : تحميل مسؤولية الحادث للمكتب الوطني للسكك الحديدية :**  
**الاستئناف بالدار البيضاء-الغرفة المدنية الأولى- 1673 بتاريخ 1992/10/15**  
**90/565**

Source : <http://www.jurisprudence.ma/decision/cacasablanca151019921673>

### **Résumé :**

Selon l'article 79 du D.O.C, l'Etat et les municipalités sont responsables des dommages causés directement par le fonctionnement de leurs administrations et par les fautes de service de leurs agents. Dès lorsque la victime se trouve à l'intérieur de l'aérogare, après avoir acquis son ticket de voyage et que l'accident est survenu au sein de la gare, l'ONCF engage sa responsabilité si elle ne rapporte pas la preuve de la faute de la victime.

## • Jurisprudence administrative étrangère

### • République Française : Décisions du Conseil d'Etat

- **Expropriation pour cause d'utilité publique : urbanisme et aménagement du territoire : Plans d'aménagement et d'urbanisme : Plans d'occupation des sols (POS) et plans locaux d'urbanisme (PLU) : compatibilité de l'opération faisant l'objet d'une DUP avec un POS ou un PLU, Conseil d'État, 1ère / 6ème SSR, 27/07/2015, 370454**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956579&fastReqId=370159482&fastPos=22>

**Résumé :** L'opération qui fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) ne peut être regardée comme compatible avec un POS ou un PLU, pour l'application de l'article L. 123-16 du code de l'urbanisme, qu'à la double condition qu'elle ne soit pas de nature à compromettre le parti d'aménagement retenu par la commune au travers de ce plan et qu'elle ne méconnaisse pas les dispositions du règlement de la zone du plan dans laquelle sa réalisation est prévue.

- **Contributions et taxes : accès aux documents administratifs : secret fiscal, Conseil d'État, 10ème et 9ème sous-sections réunies, 27/07/2015, 366604**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956518&fastReqId=370159482&fastPos=23>

**Résumé :** Les informations recueillies, en vue de la délivrance d'un agrément sur le fondement de l'article 217 undecies du code général des impôts (CGI) (possibilité pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de déduire de leurs résultats imposables une partie des investissements productifs qu'elles réalisent dans les départements d'outre-mer pour l'exercice de certaines activités), dans le cadre de leur mission d'établissement de l'assiette de l'impôt, par les agents de la direction générale des finances publiques sont couvertes par le secret professionnel qui s'impose à eux en application de l'article L. 103 du livre des procédures fiscales (LPF).

- **Aides aux rapatriés D'OUTRE-MER : Déclaration d'inconstitutionnalité des dispositions mentionnant l'acquisition ou la possession de la nationalité française, Conseil d'État, 10ème / 9ème SSR, 27/07/2015, 364020**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956513&fastReqId=370159482&fastPos=32>

**Résumé :** Le Conseil constitutionnel a, par l'article 1er de sa décision n° 2010-93 QPC du 4 février 2011, déclaré contraires à la Constitution les conditions de nationalité posées par le premier alinéa de l'article 9 de la loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 et le dernier alinéa de l'article 2 de la loi n° 94-488 du 11 juin 1994. Le Conseil constitutionnel, à qui il appartient seul de déterminer les conditions et limites des déclarations d'inconstitutionnalité qu'il prononce, a, par l'article 3 de la même décision,

explicitement déclaré conformes à la Constitution les autres dispositions de ces articles des lois du 16 juillet 1987 et du 11 juin 1994 parmi lesquelles figuraient celles fixant au 31 décembre 1997 la date limite pour demander le bénéfice des allocations qu'ils prévoyaient, sans faire usage de la faculté de rouvrir, postérieurement à cette date limite, la possibilité de demander le bénéfice de ces allocations. Il en résulte qu'une demande présentée après cette date limite était forclosée et que, par voie de conséquence, l'administration était tenue de la rejeter.

- **Actes législatifs et administratifs : Arrêté du Premier Ministre relatif au classement de communes en zone de revitalisation rurale : acte non réglementaire, Conseil d'État, 3ème SSJS, 27/07/2015, 375794**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956626&fastReqId=370159482&fastPos=41>

**Résumé :** Une requête dirigée contre un arrêté du Premier Ministre relatif au classement de communes en zone de revitalisation rurale (art. 1465 A du code général des impôts) ne relève d'aucune des catégories dont il appartient au Conseil d'Etat de connaître en premier et dernier ressort en vertu de l'article R. 311-1 du code de justice administrative (CJA), dès lors notamment que cet arrêté ne revêt pas un caractère réglementaire. Il résulte des dispositions de l'article R. 312-7 de ce code que le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe les communes concernées est compétent pour connaître en premier ressort d'une telle demande.

- **Pensions civiles et militaires de retraite : pension temporaire d'orphelin : inapplicabilité de la règle interdisant le cumul entre les prestations familiales et une majoration de pension du fait d'un même enfant, Conseil d'État, Section du Contentieux, 27/07/2015, 375042, Publié au recueil Lebon**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956621&fastReqId=370159482&fastPos=42>

**Résumé :** L'article L. 553-3 du code de la sécurité sociale (CSS) prévoit que lorsqu'un même enfant ouvre droit aux prestations familiales et à une majoration de pension, les prestations familiales sont perçues par priorité et excluent, à due concurrence, cette majoration.... „La pension d'orphelin prévue par l'article L. 40 du code des pensions civiles et militaires (CPCM) en faveur de l'enfant orphelin d'un fonctionnaire décédé, se distingue des droits du conjoint du fonctionnaire décédé et constitue un droit propre de l'enfant. Cette pension est due à l'enfant orphelin jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans et peut donc bénéficier à des enfants majeurs. Il en résulte qu'une telle pension d'orphelin ne peut être assimilée ni à un accessoire ni à une majoration de la pension de réversion perçue par le conjoint du fonctionnaire décédé. Dès lors, les dispositions de l'article L. 553-3 du CSS ne sont pas applicables à la pension d'orphelin qui peut être cumulée avec les prestations familiales.

- **Urbanisme et aménagement du territoire : droits de préemption : Conseil d'État, 1ère / 6ème SSR, 27/07/2015, 374646**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956617&fastReqId=370159482&fastPos=54>

**Résumé :** Il résulte des dispositions des articles L. 214-1, R. 214-5 et A. 214-1 du code de l'urbanisme que le titulaire du droit de préemption dispose pour exercer ce droit d'un délai de deux mois qui court à compter de la réception de la déclaration préalable... „Ces dispositions visent notamment à ce que les propriétaires qui ont décidé de vendre un bien susceptible de faire l'objet d'une décision de préemption sachent de façon certaine et dans de brefs délais s'ils peuvent ou non poursuivre l'aliénation envisagée.... „1) Dans l'hypothèse d'une déclaration incomplète, le titulaire du droit de préemption peut adresser au propriétaire une demande de précisions complémentaires, qui proroge le délai de deux mois.... „2) En revanche, lorsqu'il a décidé de renoncer à exercer le droit de préemption, que ce soit par l'effet de l'expiration du délai de deux mois, le cas échéant prorogé, ou par une décision explicite prise avant l'expiration de ce délai, il se trouve dessaisi et ne peut, par la suite, retirer cette décision ni, par voie de conséquence, légalement exercer son droit de préemption.... „3) Si la cession est intervenue et s'il estime que la déclaration préalable sur la base de laquelle il a pris sa décision était entachée de lacunes substantielles de nature à entraîner la nullité de la cession, il lui est loisible de saisir le juge judiciaire d'une action à cette fin.

- **Collectivités territoriales : Police spéciale des installations d'assainissement non collectif exercée par la commune : coexistence avec l'exercice de la police générale municipale, notamment s'agissant de la salubrité publique : Conseil d'État, 5ème / 4ème SSR, 27/07/2015, 367484, Publié au recueil Lebon**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956525&fastReqId=370159482&fastPos=89>

**Résumé :** L'octroi au maire, à compter du 31 décembre 2006, de pouvoirs de police spéciale en matière de contrôle des installations d'assainissement non collectif (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et L. 1331-1-1 du code de la santé publique(CSP)) n'a pas privé celui-ci des pouvoirs de police générale qu'il tient des articles L. 2212-1 et L. 2212-2 du CGCT, notamment en vue de faire cesser les pollutions de toute nature.

- **Urbanisme et aménagement du territoire : affichage du permis de construire sur le terrain d'assiette, Conseil d'État, 1ère / 6ème SSR, 27/07/2015, 370846**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956583&fastReqId=370159482&fastPos=91>

**Résumé :** Il résulte de la combinaison des dispositions des articles R. 421-39, R. 490-7 et A. 421-7 du code de l'urbanisme, dans leur rédaction en vigueur jusqu'au 1er octobre 2007, que l'affichage du permis de construire sur le terrain d'assiette de la construction autorisée doit être effectué de telle façon que les mentions qu'il comporte



soient lisibles de la voie publique ou, lorsque le terrain n'est pas desservi par une voie publique, d'une voie privée ouverte à la circulation du public. Lorsque le terrain d'assiette n'est pas desservi par une telle voie et que l'affichage sur le terrain ne pourrait, dès lors, satisfaire à cette exigence, seul un affichage sur un panneau placé en bordure de la voie publique ou de la voie privée ouverte à la circulation du public la plus proche du terrain fait courir le délai de recours contentieux à l'égard des tiers autres que les voisins qui empruntent la voie desservant le terrain pour leurs besoins propres.

- **Contributions et taxes : demande de restitution de retenue à la source, présentée auprès de l'établissement payeur : caractère de réclamation, Conseil d'État, 9ème / 10ème SSR, 27/07/2015, 376369, Publié au recueil Lebon**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956630&fastReqId=370159482&fastPos=106>

**Résumé :** Une demande de restitution de retenue à la source présentée auprès de l'établissement payeur, lequel est, conformément à la procédure prévue par l'administration fiscale, chargé de prélever la retenue à la source mais aussi de procéder au remboursement d'un éventuel trop perçu, doit être regardée comme constituant une réclamation au sens des dispositions de l'article L. 190 du livre des procédures fiscales (LPF). Elle a pour effet d'interrompre le délai imparti des dispositions de l'article R. 196-1 du livre des procédures fiscales pour saisir l'administration d'une réclamation préalable.

- **Procédure : annulation d'un refus par le CSA<sup>2</sup> d'autoriser une radio : effets d'une annulation, Conseil d'État, 5ème / 4ème SSR, 27/07/2015, 374185**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956613&fastReqId=370159482&fastPos=111>

**Résumé :** A la suite de l'annulation par le juge de l'excès de pouvoir d'un refus d'autorisation d'exploiter un service radiophonique, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) doit statuer à nouveau sur la demande d'autorisation au vu des circonstances de droit et de fait existant à la date à laquelle il se prononce. Si l'une des fréquences sur lesquelles portait l'appel à candidatures dans le cadre duquel le refus annulé était intervenu est alors disponible, il lui appartient de se prononcer sur l'attribution de cette fréquence à l'issue d'un nouvel examen du projet du candidat illégalement évincé et de ceux des autres candidats qui avaient répondu à cet appel dans la zone concernée et n'avaient pas obtenu d'autorisation, après les avoir invités à confirmer leurs candidatures. S'il apparaît qu'une fréquence autre que celles ayant fait l'objet de l'appel à candidatures est disponible, il appartient au CSA de lancer un nouvel appel à candidatures dans le cadre duquel le candidat illégalement évincé est candidat de plein droit. En l'absence, à la date à laquelle il doit statuer à nouveau sur la demande d'autorisation, de toute fréquence disponible, il ne peut que la rejeter.

---

<sup>2</sup>Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

- **Responsabilité de la puissance publique : indemnisation d'une perte de revenus commerciaux : préjudice résultant de l'impossibilité de couvrir les charges fixes, Conseil d'État, 5ème / 4ème SSR, 27/07/2015, 372410**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030956598&fastReqId=370159482&fastPos=115>

**Résumé :** En application du principe de réparation intégrale, la victime d'un préjudice de perte de recettes commerciales peut demander réparation de l'impossibilité dans laquelle elle s'est trouvée de couvrir les charges fixes de son exploitation.

- **Élections et référendum : élections municipales : élection des maires et adjoints : incompatibilité entre adjoint au maire et salarié du maire, Conseil d'État, 4ème / 5ème SSR, 22/07/2015, 387236**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030926103&fastReqId=370159482&fastPos=131>

**Résumé :** Les agents salariés du maire ne peuvent être adjoints si cette activité salariée est directement liée à l'exercice du mandat de maire (art. L. 2122-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT)).... ,,Un parlementaire bénéficie de crédits alloués par la chambre à laquelle il appartient afin d'employer des assistants pour l'aider dans l'accomplissement de son mandat. Si un assistant parlementaire est recruté et employé par le parlementaire en qualité de salarié, il ne saurait, lorsque le parlementaire qui l'emploie détient également un mandat de maire, relever de cette incompatibilité que s'il a, en réalité, une activité directement liée à l'exercice de ce second mandat.

- **Travail et emploi : licenciements : appréciation par l'Administration du respect des règles fixées par le contrat de travail, Conseil d'État, 4ème / 5ème SSR, 22/07/2015, 369223**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030926048&fastReqId=370159482&fastPos=137>

**Résumé :** Il incombe à l'autorité administrative, saisie d'une demande d'autorisation de licenciement d'un salarié protégé pour motif disciplinaire, d'apprécier, sous le contrôle du juge administratif, si les stipulations du contrat de travail relatives à la rupture du contrat par licenciement, notamment celles posant des règles procédurales particulières, ont été respectées.

- **Enseignement et recherche : enseignants remplaçants : capacité à répondre dans un délai approprié à une instruction de l'autorité compétente, Conseil d'État, 4ème / 5ème SSR, 22/07/2015, 361406**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030926040&fastReqId=370159482&fastPos=165>

**Résumé :** En application de l'article 5 du décret n° 99-823 du 17 septembre 1999, Il incombe à l'enseignant titulaire en zone de remplacement (TZR), lorsqu'il est susceptible de se voir confier des activités de nature pédagogique à l'issue d'un remplacement, de se présenter dans son établissement de rattachement afin de prendre connaissance des dispositions que le chef d'établissement entend prendre à son égard et, en toute

hypothèse, de rester à la disposition de ce dernier, sans que cela n'implique en principe une présence quotidienne de l'enseignant au sein de l'établissement de rattachement. A ce titre, il incombe à l'enseignant titulaire en zone de remplacement d'être en mesure, pendant les heures de service et sauf autorisation d'absence, de répondre dans un délai approprié à toute instruction du chef d'établissement ou d'une autre autorité compétente portant sur un remplacement ou une autre activité de nature pédagogique.

- **Validité des actes administratifs : prévention et lutte contre les maladies animales et végétales : limitation du nombre D'OVS<sup>3</sup> désignés par région et activité : mesure unilatérale d'organisation du service public : compétence du pouvoir réglementaire y compris dans le silence de la Loi, Conseil d'État, 3ème / 8ème SSR, 22/07/2015, 362203**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030926042&fastReqId=370159482&fastPos=168>

**Résumé :** L'article L. 201-9 du code rural et de la pêche maritime, créé par l'ordonnance n°2011-862 du 22 juillet 2011, prévoit que l'autorité administrative peut confier des missions de surveillance et de prévention et, le cas échéant, de lutte contre les dangers sanitaires à des Organismes à Vocation Sanitaire (OVS) reconnus par l'autorité administrative dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat. Le choix du nombre d'organismes susceptibles de bénéficier de la reconnaissance de la qualité d'OVS doit être regardé comme une mesure unilatérale d'organisation du service public de surveillance, de prévention et de lutte contre les dangers sanitaires. Par suite, en prévoyant, par l'article R. 201-12 du même code issu du décret attaqué, qu'un seul OVS pouvait être reconnu par domaine d'activité et pour une région donnée, alors que ni l'article 201-9 précité ni aucune autre disposition législative n'édicte cette règle, le pouvoir réglementaire n'a pas méconnu sa compétence.

- **Financement et plafonnement des dépenses électorales, Conseil d'État, 4ème / 5ème SSR, 22/07/2015, 388442**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030926114&fastReqId=370159482&fastPos=171>

**Résumé :** Interdiction d'utiliser les indemnités et avantages en nature octroyés par les assemblées parlementaires à leur membre pour couvrir des frais de campagne (art. L. 52-8-1 du code électoral). Ces dispositions n'obligent pas la Commission Nationale des Comptes de Campagne et des Financements Politiques (CNCCFP) à rejeter le compte d'un candidat faisant apparaître une méconnaissance de cette règle. Il lui appartient, sous le contrôle du juge de l'élection, d'apprécier, compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'espèce, notamment de la nature de l'avantage dont a bénéficié l'intéressé et de son montant, si l'utilisation de cet avantage doit entraîner le rejet du compte. En l'espèce, utilisation dans le cadre de la campagne aux élections municipales d'un local payé par l'indemnité représentative de frais de mandat d'un parlementaire. Irrégularité. Rejet du compte.

---

<sup>3</sup> Organismes à vocation sanitaire (OVS).

- **Collectivités territoriales : attribution par bail de terres à vocation agricole ou pastorale, Conseil d'État, 3ème / 8ème SSR, 22/07/2015, 369835**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030926054&fastReqId=370159482&fastPos=192>

**Résumé :** Les terres à vocation agricole ou pastorale d'une section de commune, qui sont attribuées par bail rural, par convention pluriannuelle de pâturage ou par convention de mise à disposition d'une Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) en vue de leur exploitation, ne comptent pas parmi les biens de la section de commune dont les fruits sont perçus en nature par ses membres. Par suite, l'avis de la commission syndicale prévu à l'article L. 2411-7 du code général des collectivités territoriales n'a pas à être recueilli avant cette attribution.

- **Actes législatifs et administratifs : modalités de la consultation, Conseil d'État, Section du Contentieux, 22/07/2015, 361962, Publié au recueil Lebon**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030926041&fastReqId=370159482&fastPos=197>

**Résumé :** 1) Même en l'absence de texte, lorsqu'un membre d'une commission administrative à caractère consultatif est en situation de devoir s'abstenir de siéger pour l'examen d'une question, il est de bonne pratique qu'il quitte la salle où se tient la séance pendant la durée de cet examen.... ,2) Toutefois, la circonstance que l'intéressé soit resté dans la salle n'entraîne l'irrégularité de l'avis rendu par la commission que si, en raison notamment de son rôle dans celle-ci, de l'autorité hiérarchique, scientifique ou morale qui est la sienne ou de la nature de ses liens d'intérêt, sa simple présence pendant les délibérations a pu influencer les positions prises par d'autres membres de l'instance.

## V- Dernières Parutions

- Nouveautés papier

- Livres

- ✓ Edition nationale

- الطرق البديلة لتسوية المنازعات

Source : <http://www.marocdroit.com/%D8%B5%D8%AF%D9%88%D8%B1-%D9>

- الدكتور إسماعيل أوبلعيد
- تاريخ الصدور : 2015
- 120 درهم



### تقديم الكاتب

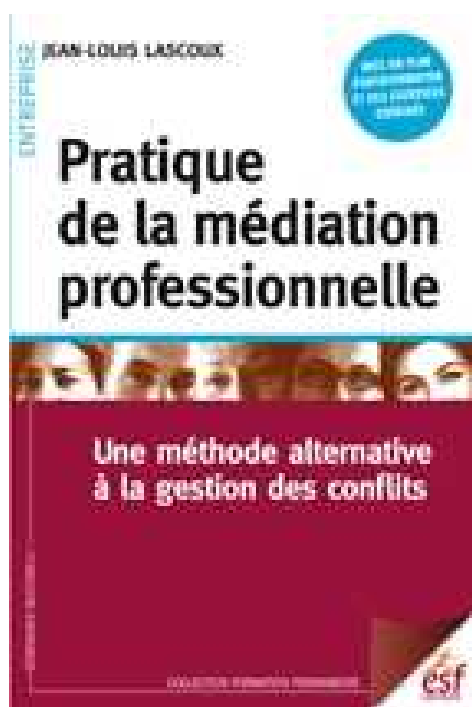
يعالج هذا الكتاب الذي هو في الأصل عبارة عن أطروحة لنيل الدكتوراه في القانون الخاص (فبراير 2015)، إشكالية محورية تتجسد في البحث عن العوامل والأسباب التي تعرقل اعتماد الطرق والوسائل البديلة لتسوية المنازعات في الواقع المغربي. وقد اهتمت الدراسة كذلك بمعالجة موضوع الوسائل البديلة في القانون المغربي من حيث نظامها القانوني ومن حيث ممارستها.

## ✓ Editions étrangères

- **Pratique de la médiation professionnelle**

Une méthode alternative à la résolution de conflits

Source : <http://www.esf-editeur.fr/detail/202/pratique-de-la-mediation-professionnelle.html>



**Auteur(s) :** Jean-Louis LASCOUX

**Editeur :** ESF éditeur

**Date de parution :** 13/05/2015

**248 pages**

**Collection :** Formation Permanente

**EAN :** 978-2-7101-2758-1

### Résumé de l'éditeur (Extrait)

Cet ouvrage est le premier support de formation des médiateurs professionnels. Il place ces derniers au cœur des processus (qu'il s'agisse de contextes conventionnels ou judiciaires) et offre un outillage complet sur les attitudes et les comportements des protagonistes, sur l'état d'esprit à adopter ainsi que sur les techniques et les méthodes performantes.

*LASCOUX Jean-Louis, est consultant d'entreprise et formateur de médiateurs professionnels et occasionnels. Il accompagne des cadres et dirigeants dans leurs projets et prises de décision.*

- **Gérer les ingérables**

L'art et la science de la négociation au service de relations durables

Source : <http://www.esf-editeur.fr/detail/632/gerer-les-ingerables.html>



**Auteur(s) :** Jean-Edouard GRESY

**Editeur :** ESF éditeur

**Date de parution :** 18/06/2015

**200 pages**

**Collection :** Formation Permanente

**EAN :** 978-2-7101-2725-3

### Résumé de l'éditeur (Extrait)

Dans cet ouvrage, l'auteur propose une boîte à outils complète pour gérer efficacement toutes les situations difficiles, quelles que soient les circonstances :

- ✓ Comment aborder et conduire un entretien épineux ;
- ✓ Comment décrypter et neutraliser les comportements nuisibles ;
- ✓ Comment poser des limites et négocier les règles du jeu.

*Jean-Edouard Grésy est médiateur, formateur et chercheur. Depuis 1997, il partage ses activités entre la formation, la recherche et la pratique. Il intervient en particulier en tant que médiateur (conflits du travail, litiges commerciaux, décisions difficiles...) et formateur en négociation et gestion de conflits à destination des managers. Docteur en droit et diplômé de l'EDHEC, ses recherches portent notamment sur les dynamiques du conflit, les différents systèmes de règlement des litiges, ainsi que l'évaluation des dispositifs de médiation.*

- **Les emplois publics sont-ils accessibles à tous ?**

*Revue française d'administration publique (RFAP) n°153*

Source : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/ouvrages/3303337901536-les-emplois-publics-sont-ils-accessibles-a-tous>



**Auteur(s) :** Ecole nationale d'administration (ENA)

**Editeur :** Ecole nationale d'administration (ENA)

**Année d'édition :** 2015

**332 pages, 16x24cm**

**ISBN : 0152-7401**

### Résumé de l'éditeur (Extrait)

Les contributions de ce dossier traitent des différentes formes d'inégalités des chances lors de l'entrée dans la fonction publique, via les concours, ainsi qu'au cours du déroulement de carrière.

Afin de lutter contre les discriminations et de corriger l'effet des inégalités de fait, divers instruments ont été mis en place, qui vont de la correction des biais produisant de l'inégalité jusqu'à des mesures de discrimination positives.



- **Nouveauté numérique**

- **Hakisa : une plate-forme web pour personnes âgées**

Source : [http://www.senioractu.com/Hakisa-une-plate-forme-web-pour-personnes-agees\\_a18210.html](http://www.senioractu.com/Hakisa-une-plate-forme-web-pour-personnes-agees_a18210.html)

Hakisa. Derrière ce nom aux consonances japonaises, se cache un **site bien français**. En réalité, Hakisa est une **plate-forme web qui vise, depuis trois ans, à faciliter l'utilisation d'Internet par les personnes âgées et le maintien à domicile**, en proposant des services de base simplifiés.

Hakisa.com

M'inscrire Déjà inscrit ? Se connecter

Particuliers Professionnels Partenaires La société Blog Hakisa

Accédez facilement et en toute confiance aux services et sites qui vous intéressent.

Cliquez ici pour nous rejoindre

Facilitez-vous la vie au quotidien en famille et entre amis avec Hakisa ... C'est gratuit !

Hakisa dans la presse : L'ÉTOILE DNA E 20 ALSACE Capital estrepublicain.fr

Mon Internet tout simplement !

---

# **Bulletin De Veille**

## **Directeur du Bulletin**

**M. Abdelaziz Benzakour**  
*Médiateur du Royaume*

## **Membres**

**M. Mohamed Lididi**  
*Secrétaire Général de l'Institution*

**M. Mustapha Ismaili**  
*Chef de la Section du Traitement  
Informatique, des Statistiques et de  
la Documentation*

## **Rédacteur**

**Mme Meryem El Houari**  
*Chef de l'Unité de Gestion des  
Archives et de la Documentation*

## **Collaboration**

**M. Hicham Bayahya**  
*Ingénieur d'Application*

---